

Questions orales

M. Deans: C'est exact.

M. Lumley: . . . et le gouvernement a pris des mesures il y a six mois. Je ne vois pas sur quoi repose la question du député.

* * *

LES PÊCHES**LE PROJET DES ÉTATS-UNIS DE LIMITER L'IMPORTATION DE PÉTONCLES DU CANADA**

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, en l'absence du ministre des Pêches et des Océans, je ne sais si je dois poser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou au ministre de l'Industrie et du Commerce, mais l'un d'entre eux acceptera peut-être d'y répondre. A l'heure actuelle, on compte 40 pétoncles par livre pour les exportations vers les États-Unis et, d'après ce calcul, ce secteur à lui seul a rapporté 88 millions de dollars au Canada l'an dernier.

Comme l'industrie canadienne sera anéantie si les États-Unis donnent suite à leur projet de restreindre les importations de pétoncles à 30 coquillages à la livre à partir du 15 mai, ce qui n'est plus très loin, je voudrais savoir si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est au courant de ce problème. Dans l'affirmative, a-t-il pris des mesures pour encourager les Américains à accepter la contre-offre du Canada, à savoir 35 pétoncles à la livre?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, j'admets en toute franchise que je ne suis pas au courant de ce problème. Je vais me renseigner sans tarder.

M. Crouse: Je tiens simplement à insister sur ce que je viens de dire. Si les Américains donnent suite à leur projet, la pêche aux pétoncles ne sera plus viable dans notre pays.

L'OBSTACLE AUX ÉCHANGES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, comme bon nombre de Canadiens estiment que la proposition américaine constitue en fait un obstacle non tarifaire aux échanges entre nos deux pays, le ministre va-t-il en discuter avec son homologue américain, dans l'espoir de résoudre ce problème important?

● (1440)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, j'ai déjà abordé ces questions à maintes reprises avec mon homologue américain. J'ai déjà discuté avec lui du projet d'enquête, par les autorités douanières américaines, sur les importations de poisson du Canada. Je lui ai pas caché notre inquiétude à ce sujet, en lui disant qu'il est inutile, à notre avis, au gouvernement américain de mener une nouvelle enquête pour déterminer s'il y a lieu de prévoir une compensation à

l'égard des produits de la pêche, parce que les enquêtes qui ont déjà été effectuées ont prouvé que ce n'était pas justifié. C'est pourquoi je n'ai aucune hésitation à aborder cette question et d'autres touchant la pêche avec le secrétaire d'État américain.

LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DE LA PÊCHE DE LA CÔTE EST

L'hon. James A. McCrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au vice-premier ministre. Du fait que le gouvernement ne s'est pas encore décidé à restructurer le secteur de la pêche dans la région de l'Atlantique, cela a fait perdre des milliers d'emplois même dans la circonscription du ministre. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas encore pris de décision au sujet de la restructuration et de la gestion de la flotte, et du remplacement des bâtiments devenus vermoulus ou vieillissés, deux facteurs qui revêtent une importance vitale pour les provinces de l'Atlantique et le secteur de la pêche dans cette région du pays?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le député sait pertinemment que le gouvernement a confié à M. Kirby le mandat de négocier avec les autorités provinciales, les représentants du secteur de la pêche et tous les intéressés. Que je sache, ces négociations vont bon train à l'heure actuelle. Aussitôt qu'elles auront abouti et que M. Kirby sera en mesure d'en rendre compte au gouvernement, au comité spécial et au ministre des Pêches et des Océans, nous prendrons une décision dans les plus brefs délais.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES**LA CONCURRENCE FAITE AUX PETITS HEBDOMADAIRES PAR LA VENTE D'ESPACE PUBLICITAIRE**

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre chargé des Postes canadiennes. Il n'est pas sans savoir, j'en suis persuadé, que les receveurs des postes de petites agglomérations vendent maintenant de l'espace publicitaire dans des opuscules devant être imprimés et distribués par les Postes canadiennes à tous ceux qui reçoivent du courrier. Cette situation a des conséquences fâcheuses pour les hebdomadaires de ces petites agglomérations qui comptent sur les recettes de la publicité pour survivre. Pourquoi les Postes canadiennes entrent-elles en concurrence directe avec les petits hebdomadaires en vendant ainsi de l'espace publicitaire? Que compte faire le ministre à ce sujet?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je vais soulever cette question avec le président de la Société canadienne des postes, et je donnerai une réponse à l'honorable député.